



Le Kremlin-Bicêtre en commun Au plus près de vos attentes.

Dans un contexte politique où la voix des citoyens peine à se faire entendre, le gouvernement Barnier se distingue par sa composition baroque, déconnectée des réalités électorales sorties des urnes lors des élections législatives. Justice sociale, Ecologie, Services publics... Ces thèmes majeurs mis en avant par la Gauche et plébiscités par les électeurs au soir du second tour semblent bien loin des préoccupations de nos nouveaux ministres. À l'instar de ce gouvernement qu'il soutient, le principal groupe d'opposition de droite, tout aussi hétéroclite, ne fait guère mieux. Il semble d'ailleurs préoccupé par des postures politiciennes que par une véritable volonté de construction au service de notre ville. **Ce manque de hauteur nuit à la qualité du débat local et, par conséquent, à l'intérêt des Kremlinois.**

Les habitants de notre ville méritent une représentation qui écoute, qui agit et pense le présent et l'avenir de notre ville. Au lieu de cela, nous faisons face à un jeu politique stérile, où les ambitions personnelles et les polémiques prennent le pas sur les idées et les projets. Face à cette cacophonie, notre majorité de gauche, menée par Jean-François Delage, continue de travailler au quotidien pour notre ville. **Nous sommes déterminés à continuer à bâtir une ville verte, solidaire et innovante en conservant notre méthode fondée sur l'écoute, le dialogue et l'intérêt général.**

À vos côtés

Corinne Bocabeille, Christine Museux et les élus du groupe KBEC



Élus socialistes Que vive la démocratie progressiste !

Depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, l'exercice du pouvoir macroniste inquiète... Deux mois pour nommer un Premier ministre et refus de le choisir dans les rangs de la coalition de gauche arrivée en tête : le Président de la République a pris la lourde responsabilité d'accroître la défiance des citoyens envers le pouvoir politique. Qui plus est, le gouvernement Barnier est le gouvernement le plus à droite depuis celui de F. Fillon, composé de ministres réactionnaires qui émeuvent les humanistes que nous sommes. Comment supporter ces farouches opposants à la constitutionnalisation de l'IVG, au Mariage pour tous, à l'accès à la PMA ? Ces constats ont le mérite de la clarté : l'alternative à cette politique conservatrice ne peut venir que de la gauche. À nous, Parti socialiste, de faire en sorte de proposer une autre orientation à nos compatriotes, sans nous laisser entrainer dans une radicalité sans issue. Au Kremlin-Bicêtre nous agissons comme des amortisseurs de la crise, pour compenser l'absence de justice sociale de ce gouvernement libéral. Continuons sans relâche notre politique de gauche unie, pour protéger et accompagner nos concitoyens. Ce mois-ci, l'ouverture du libre-service solidaire pour les familles en difficulté et le succès croissant des Conseils de quartier garants d'un exercice de démocratie participative sont les symboles de ces résolutions. Pour que vive la démocratie progressiste !

Les élus du groupe socialiste



Groupe Écologiste et Citoyen du Kremlin-Bicêtre Des arbres et des îlots de fraîcheur pour Le Kremlin-Bicêtre : une urgence face à la bétonisation galopante

Le Kremlin-Bicêtre, ville dense de moins de 2 km², voit son visage changer à un rythme effréné. Partout, des constructions immobilières poussent comme des champignons. Les permis de démolition se multiplient, comme on peut le constater rue de la Convention, où les panneaux "permis de démolir" fleurissent. Bientôt, ce seront plus de 900 logements qui verront le jour sur des parcelles naguère occupées par des maisons individuelles. La place Jean-Jaurès, l'avenue de Fontainebleau et celle du 14 juillet sont également envahies par la promotion immobilière. Ces projets ne cessent de multiplier le béton, au détriment de notre cadre de vie et de l'environnement. La ville, déjà saturée, perd ses espaces verts. Or, face au réchauffement climatique, il est indispensable de créer des îlots de fraîcheur et de planter des arbres, véritables poumons urbains. Les 28 communes de l'agglomération bordelaise ont déjà planté 500 000 arbres en quatre ans et en planteront 500 000 autres d'ici 2030. Notre ville, à son échelle, pourrait s'inspirer de cet ambitieux plan de végétalisation. Nous sommes loin de la ferme urbaine tant promise et de nos ambitions écologiques. La qualité de l'air, la gestion des eaux pluviales, la biodiversité : tout cela est menacé. Le groupe écologiste et citoyen appelle à un urbanisme repensé, respectueux de la nature et des besoins de ses habitants.

Le groupe écologiste



Kremlin-Bicêtre en avant, radical et écologiste Stationnement : ruptures d'égalité opaques et injustifiées

Le vote de la future délégation de service public pour le stationnement payant a de nouveau confirmé la volonté d'opacité de la majorité dans la gestion municipale. En effet, alors que les modalités votées en décembre dernier ne faisaient état d'aucune modification, l'étude du dossier (dont la majeure partie était consultable mais non jointe à la convocation des élus) révélait de substantiels changements. Les rues de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité deviennent officiellement gratuites. Elles l'étaient de fait, puisque la verbalisation avait cessé depuis 2020. Or aucune délibération n'est venue acter cette évolution. La rue Delescluze demeure aussi gratuite, mais est, de fait, privatisée pour les riverains par une barrière. Aux frais de la collectivité.

Que des secteurs soient gratuits peut être acceptable, à condition que ce statut soit clairement motivé par rapport aux zones payantes. D'autant que dans le même temps, la zone verte est réduite à peau de chagrin. L'ensemble du plateau, à l'exception du petit quartier pavillonnaire limitrophe d'Arcueil passe en zone rouge, de même que la quasi-totalité des voies du bas-Bicêtre. Près de 40 % des places changent de tarif.

A défaut de justifier leurs choix, le maire et sa majorité ne peuvent échapper au soupçon de clientélisme en faveur des rues non payantes, bien loin des valeurs républicaines dans lesquelles ils se drapent pourtant à l'envi.

Jean-François Banbuck



Pour une ville qui nous rassemble

Loi finances 2025 : les collectivités locales dans le viseur de la droite

En 2024, les collectivités locales sont accusées d'avoir doublé leurs besoins de financement, atteignant 16 milliards d'euros. Elles sont régulièrement pointées du doigt par le Gouvernement qui y voit les coupables idéales, responsables de la dette publique. Pourtant, c'est tout le contraire : la dette des collectivités, qui ne peuvent pas voter leur budget en déficit contrairement à l'Etat, est stable depuis 30 ans. Ce signe de bonne santé n'est pas le seul. Selon l'AMF, les dépenses des collectivités représentent seulement 12 % du PIB pour une moyenne européenne de 18 %. Alors si la dépense territoriale augmente, elle n'est pas liée à une mauvaise gestion locale comme aimeraient le faire entendre certains. Complexification normative et bureaucratique imposée par l'Etat, inflation, augmentation du traitement des fonctionnaires, diminution de l'autonomie financière des collectivités : nous devons toujours faire plus, avec moins. Avec l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de droite qui représente une minorité des votes des Français lors des dernières élections législatives, nous avons toutes les raisons de craindre que le projet de loi finances 2025 ne fera aucun cadeau aux communes. De Macron à Barnier, la continuité de la mise en cause des collectivités est assurée.

Pour une ville qui nous rassemble, les élus PCF et apparentés, Tous Citoyens.



Génération écologique et sociale Renouveau gouvernemental : l'écologie oubliée, la justice sociale sacrifiée

Le remaniement du 5 septembre, avec ses neuf jours de tergiversations pour constituer une équipe gouvernementale, nous rappelle tristement la lenteur de l'État à prendre en main l'urgence écologique. Neuf jours, un record, qui laisse présager que la transition écologique et la justice sociale seront prises en compte avec la même lenteur. Le message est clair : le gouvernement traîne les pieds, alors que la planète, elle, n'attend plus.

En ces temps de bouleversements climatiques sans précédent, on s'attendait à un gouvernement prêt à relever les défis de demain, une équipe animée par une volonté forte d'agir pour l'écologie et la justice sociale. Or, rien dans ce remaniement ne permet de croire que l'État a pris la mesure de l'urgence climatique. Une écologie symbolique ne suffit plus : il faut des actes, rapides et déterminés, là où ce gouvernement s'enlise dans la continuité.

Pendant que les glaciers fondent et que les catastrophes climatiques se multiplient, nos dirigeants se perdent en négociations internes. Il faut une action immédiate : des investissements massifs dans les énergies renouvelables, une réforme radicale des modes de production et un accompagnement social digne pour ne pas laisser les classes populaires payer le prix fort.

Si le remaniement a pris neuf jours, espérons que la prise de conscience ne prenne pas neuf ans. La transition écologique ne peut attendre.



Ensemble changeons le KB Plus de policiers municipaux et moins de collaborateurs d'élus et de communicants !

JF Delage ne cesse de répéter qu'il n'y a pas de problème de sécurité au Kremlin-Bicêtre. Lors d'un conseil municipal, il affirmait que «la question de l'insécurité n'est pas une question centrale»

Si notre ville est si sûre, comment justifier que cette question occupe six pages dans le magazine de septembre et pourquoi prétendre en faire aujourd'hui un axe fort de la politique municipale ?

Il prétend que la police municipale est présente 24h/24 et 7j/7 sur le terrain, c'est faux ! Chacun peut le constater, la situation ne fait que se dégrader. Les effectifs sont très insuffisants, les caméras de vidéosurveillance sont rares, le sentiment d'insécurité est fort. D'ailleurs, les policiers municipaux les plus chevronnés, connus de la population, ont quitté la ville en raison de profonds désaccords sur la stratégie municipale.

La Police nationale ne peut pas être mobilisée sur tous les fronts, elle doit se concentrer sur ses missions. C'est pourquoi, la ville doit agir à leurs côtés pour mettre en oeuvre les politiques adaptées de prévention et de répression à l'échelle locale pour lutter contre la petite délinquance, les incivilités, le harcèlement de rue, les rodéos urbains et les infractions au code de la route. Il faut qu'elle soit beaucoup plus présente et visible dans l'espace public, mais pour cela il faut renforcer les effectifs.

L.Zinciroglu-N.Chiboub-JP.Ruggieri-L.Couto-L.El Krete

Les tribunes publiées par les groupes politiques du Conseil municipal engagent la seule responsabilité de leurs auteurs.